



**Elie CALIFER**

*Député de la 4<sup>ème</sup> circonscription de la Guadeloupe*

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**« Un non-lieu surprenant dans l'affaire du chlordécone »**

Paris, le 28 novembre 2022

Jeudi dernier, après 16 ans de procédure, le parquet de Paris a livré un signal inquiétant sur les suites judiciaires de l'*affaire du chlordécone*, estimant que les faits d'empoisonnement « ne peuvent recevoir la qualification légale d'empoisonnement » et que ceux-ci sont « en tout état de cause couverts par la prescription ». En effet, les magistrats ont demandé à ce que cette affaire se termine par un « non-lieu » ; ce qui, en d'autres termes, signifie un abandon des poursuites contre l'État alors même que – ne l'oublions pas – ce dernier a été reconnu comme « premier responsable » par la commission d'enquête parlementaire de 2019.

La rigueur du droit est ce qu'elle est mais, convenons-en, la santé de nos concitoyens est dans cette affaire la plus précieuse des considérations à prendre en compte ; sinon la première.

Cette demande de « non-lieu » a de quoi surprendre lorsqu'on sait que plus de 90 % des populations martiniquaises et guadeloupéennes sont contaminées ; elle a également de quoi surprendre lorsqu'on sait que, alors interdite en 1990, le gouvernement avait accordé des dérogations d'usage aux producteurs bananiers des Antilles. **Ceci est d'autant plus regrettable que les Etats-Unis d'Amérique avaient alerté en interdisant l'usage de la molécule sur leurs propres terres en 1976 et qu'en 1979 l'OMS l'avait classée comme potentiellement cancérigène.**

La réalité du drame sanitaire ne trompe pourtant pas : 40 000 hectares de terres sont pollués ; nos aliments, rivières et fonds marins sont chlordéconés pour plusieurs siècles. Ce non-lieu ne fait qu'aggraver le ressenti douloureux des femmes et des hommes contaminés par cette molécule.

Au-delà des plans chlordécone I, II, III et IV, cette décision vient ouvrir une plaie qui avait des difficultés à se cautériser. Nous devons ensemble poursuivre le combat pour faire triompher la justice.

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E  
L I B E R T É - É G A L I T É - F R A T È R N I T É